Skills

Carlos Beat Quinto

Dr méd., Membre du Comité central de la FMH, responsable du département Santé publique et professions de la santé

Les «Swiss Skills» se tiendront du 12 au 16 septembre prochain à Berne. La FMH et l'association suisse allemande des assistantes médicales (SVA) participeront également au salon national des métiers. Nous ne pourrions combler le manque d'assistantes médicales qualifiées (CFC) qu'avec des cabinets médicaux qui forment suffisamment de relève. Mais la profession d'assistante médicale CFC, en plus d'offrir des conditions de travail adéquates, doit aussi être plus connue et gagner en visibilité aussi bien au niveau national que cantonal. C'est pourquoi la FMH et la SVA, avec le soutien d'autres organisations professionnelles, ont pris l'initiative d'être présentes sur un stand au salon des métiers. Le projet a d'autres effets positifs: il sollicite la collaboration entre les départements de la FMH, mais aussi la coopération et le soutien de la Société des médecins du canton de Berne et de ses membres. J'en profite pour remercier vivement toutes et tous les collègues qui aident au bon fonctionnement du stand. C'est aussi l'occasion pour les délégués aux assistantes médicales des sociétés cantonales de nous rendre visite lors de leur journée de rencontre, le 13 septembre.

Les *soft skills* et les connaissances acquises sont indispensables pour une utilisation pertinente et appropriée des *hard skills*.

Alors que les «Swiss Skills», et en particulier le concours des métiers, mettent l'accent sur les *hard skills*, à savoir les aptitudes et les compétences spécialisées, il est évident que d'autres qualités sont indispensables aux assistantes médicales CFC, comme à d'autres professions d'ailleurs. Hormis les *hard skills*, elles doivent donc réunir aussi plusieurs *soft skills*, autrement dit des compétences humaines et comportementales. Or, pour être utilisées de manière pertinente et appropriée, leurs compétences pratiques présupposent un savoir, une connaissance. Pour être précis, on parle alors de *knowledge, skills and abilities*. Un savant mélange de ces trois éléments est primordial pour que les équipes fonctionnent au sein des cabinets, que les patients soient satisfaits, mais aussi pour maintenir l'excellente qualité de notre système de santé, selon diverses enquêtes nationales et internationales (3^e place

au classement du *Lancet*). L'objectif visé est une médecine optimale et non une médecine maximale. La première est bien évidemment efficiente. Mais un déséquilibre se dessine, car cette efficacité est de plus en plus réduite par une administration débordante, en particulier de la part des assureurs. Eux aussi engagent des assistantes médicales, mais ils ne participent pas aux coûts de leur formation, à l'inverse des hôpitaux, dont certains y contribuent déjà. Pourtant, il s'agit d'un simple principe d'équité et, au niveau cantonal, les sociétés cantonales de médecine devraient exiger cette équité de la part de tous ceux qui financent les hôpitaux.

Nous ne pourrions combler le manque de CFC qu'avec des cabinets médicaux qui forment suffisamment de relève.

La profession d'assistante médicale CFC comporte un autre avantage important: depuis quelques années, la formation de «coordinatrice en médecine ambulatoire» (CMA) offre deux perspectives de développement professionnel avec une orientation gestion pour les cabinets plus importants et une orientation clinique, intéressante pour tous les cabinets. Cette dernière est déjà acceptée par d'autres organisations professionnelles même si un travail d'information doit encore avoir lieu avec l'Unité de direction Politique de la santé de l'OFSP. Le plus important reste à faire avec les assureurs-maladie. Ces dernières années, avec l'aval de l'OFSP, ils ont encaissé des primes dépassant les coûts effectifs de la santé de plusieurs milliards. En 2017 par exemple, les dépenses de santé ont augmenté de 1,7%, alors que la hausse des primes a été fixée à 4,5%. Les assureurs-maladie, en particulier santésuisse, devraient gentiment commencer à s'activer, après des décennies de refus, pour offrir une nouvelle perspective professionnelle aux jeunes avec la formation de coordinatrice en médecine ambulatoire (CMA). Accessoirement, ils économiseraient des coûts et renforceraient la médecine de premier recours, en particulier la médecine de famille, tel que la Constitution fédérale l'exige. Du point de vue de la gestion d'entreprise, le futur tarif est visionnaire et permet d'engager des CMA, orientation clinique.